



Airbel Impact Lab
Research & Innovation at the IRC



Mêler tradition et modernité pour la réduction des risques de catastrophe à l'épicentre de la crise :

Le cas de l'Afghanistan et de la Somalie



Sol aride dans le district reculé de Sang-e-Atash, dans la province de Badghis, en Afghanistan. S'il ne pleut pas, les habitants sont totalement privés d'accès à l'eau, même pour boire. Photo financée par l'Union européenne.

Les trois enjeux mondiaux que sont le changement climatique, la pauvreté et les conflits convergent pour former un nouvel épicode de crise qui s'étend à tout juste 17 pays (**Figure 1**). Malgré l'urgence des besoins, les communautés les plus vulnérables au climat et les plus touchées par les conflits sont dépourvues d'approches efficaces pour se préparer aux catastrophes, y faire face et s'en relever. Cette carence accroît leur vulnérabilité, participe à un engrenage de détérioration de l'environnement, de pauvreté et de conflit, qui a pour effet de perpétuer et d'exacerber une situation déjà désastreuse. Aujourd'hui, nous estimons que dans les pays situés à l'épicentre de la crise, plus de 52 millions d'agriculteurs vivent en dessous du seuil de pauvreté¹ et 114 millions de personnes souffrent d'insécurité alimentaire dans leurs communautés². Ces communautés contribuent le moins au changement climatique mais en subissent les pires retombées. Elles sont délaissées par les leaders mondiaux et souvent exclues des stratégies conventionnelles d'action climatique, qui tendent à se concentrer sur des contextes plus stables.

L'Airbel Impact Lab, l'unité de recherche et d'innovation de l'IIRC et les équipes pays de l'IIRC, en coordination avec des agriculteurs et des acteurs locaux, réalisent actuellement des études exploratoires de conception centrées sur l'humain. Il s'agit là d'une première étape en vue d'élaborer, d'expérimenter et de mettre à l'échelle des solutions de réduction des risques de catastrophe (RRC) pour les communautés agropastorales établies à travers l'épicentre de la crise. Ces travaux de recherche ont pour objectif d'intégrer les savoirs locaux, traditionnels et autochtones avec les technologies émergentes afin de favoriser des solutions RRC à la fois globales et adaptables, qui englobent les aspects de préparation aux catastrophes, d'intervention et de réhabilitation dans des situations dynamiques, tant en matière de climat que de conflit. Nous lançons ce chantier en partenariat avec les équipes pays de l'IIRC en Afghanistan et en Somalie, deux pays particulièrement touchés par la forte proportion de besoins humanitaires et les lourdes répercussions des catastrophes dans les zones

FIGURE 1 : Conjonction du climat, de la pauvreté et des conflits



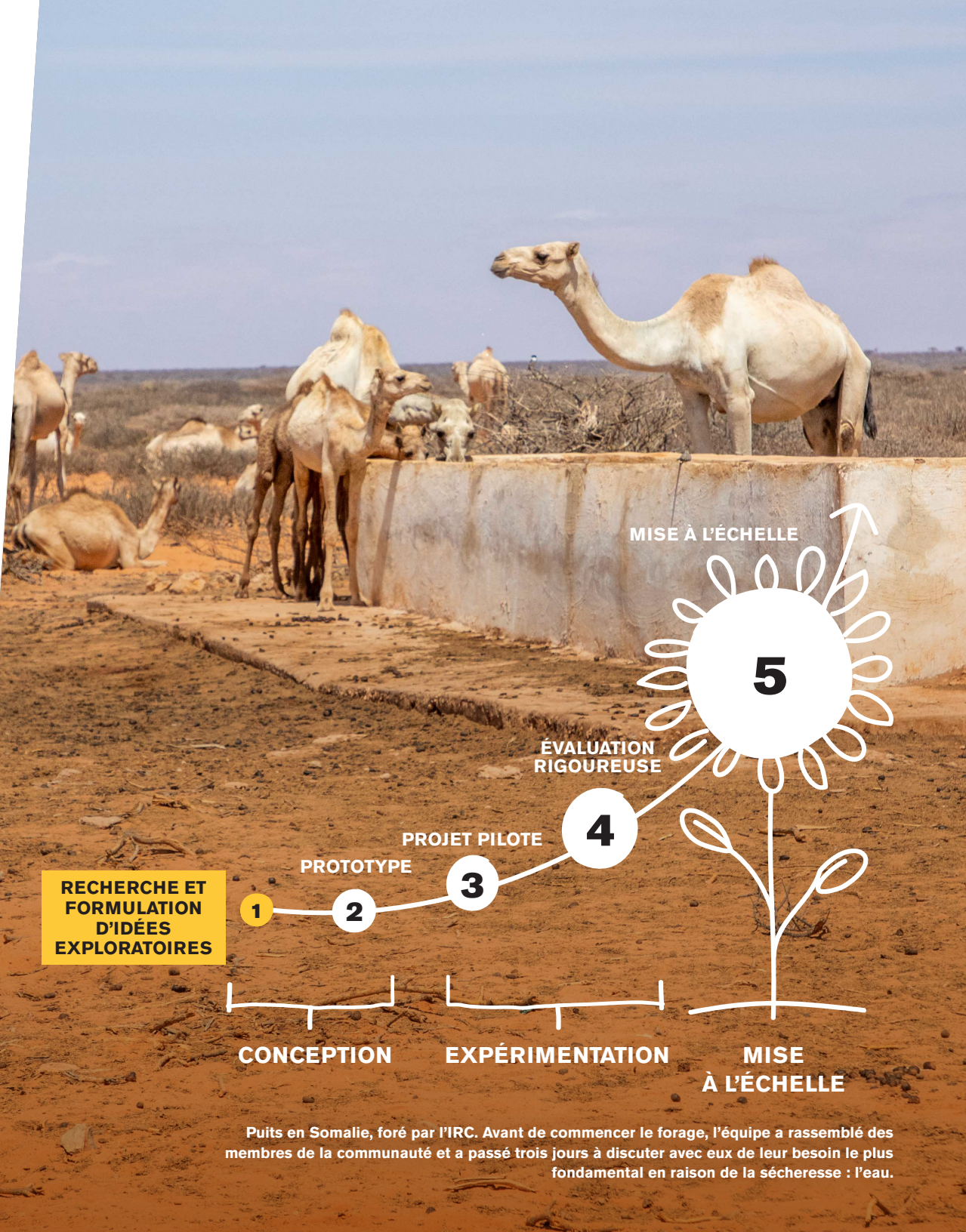
*Indique les pays qui sont extrêmement vulnérables au climat mais qui ne figurent pas à l'indice. Source : PNUE

1 Estimation établie après application du taux national de pauvreté au nombre de personnes travaillant dans l'agriculture dans chaque pays, selon les données de la Banque mondiale.
 2 Estimation établie après application du taux national d'insécurité alimentaire de l'IPC au nombre de personnes vivant en milieu rural dans chaque pays, selon les données de la Division de la population du Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies.

rurales. Ensemble, nous avons produit une compilation de pistes de solution précoces, qui sont présentées ici et dont les plus prometteuses seront retenues pour être développées plus amplement au cours de l'année à venir. Un effort concerté s'impose de la part d'une coalition de gouvernements, d'organismes multilatéraux, d'organisations homologues et de bailleurs de fonds en vue d'investir dans l'ensemble des solutions sensibles aux conflits afin de transformer la résilience au changement climatique dans l'épicentre de la crise.

OBJECTIFS, MÉTHODES ET PORTÉE DE LA RECHERCHE

En 2023, dans le cadre d'une nouvelle priorité mondiale de recherche et d'innovation axée sur les moyens de subsistance résilients face au changement climatique, l'IRC a lancé une nouvelle initiative exploratoire de recherche et de conception en Afghanistan et en Somalie qui a pour objectif d'améliorer l'accès des agriculteurs à une RRC à la fois globale et adaptable. L'objectif de ces travaux de recherche est d'analyser les problèmes de fond et les obstacles qui entravent les efforts de RRC dans les deux pays et de déterminer des pistes et des solutions potentielles pour atténuer ces limitations. À cette fin, plusieurs méthodes sont employées : des examens des données scientifiques et des examens documentaires, des entretiens avec des informateurs clés représentant des organismes gouvernementaux, des organisations non gouvernementales (ONG) et des organisations intergouvernementales (OIG), des discussions de groupe avec des agropasteurs (hommes et femmes), ainsi qu'une série d'ateliers de conception réunissant des équipes techniques de l'IRC sur place spécialisées dans les moyens de subsistance agricoles et la gouvernance aux côtés d'agropasteurs. Nous avons appliqué à nos conclusions plusieurs cadres stratégiques et de prévision pour comprendre les causes profondes du problème, ainsi que les obstacles émergents à atténuer et les opportunités à exploiter.



RECHERCHE ET FORMULATION D'IDÉES EXPLORATOIRES

1

2

3

4

5

CONCEPTION

EXPÉRIMENTATION

MISE À L'ÉCHELLE

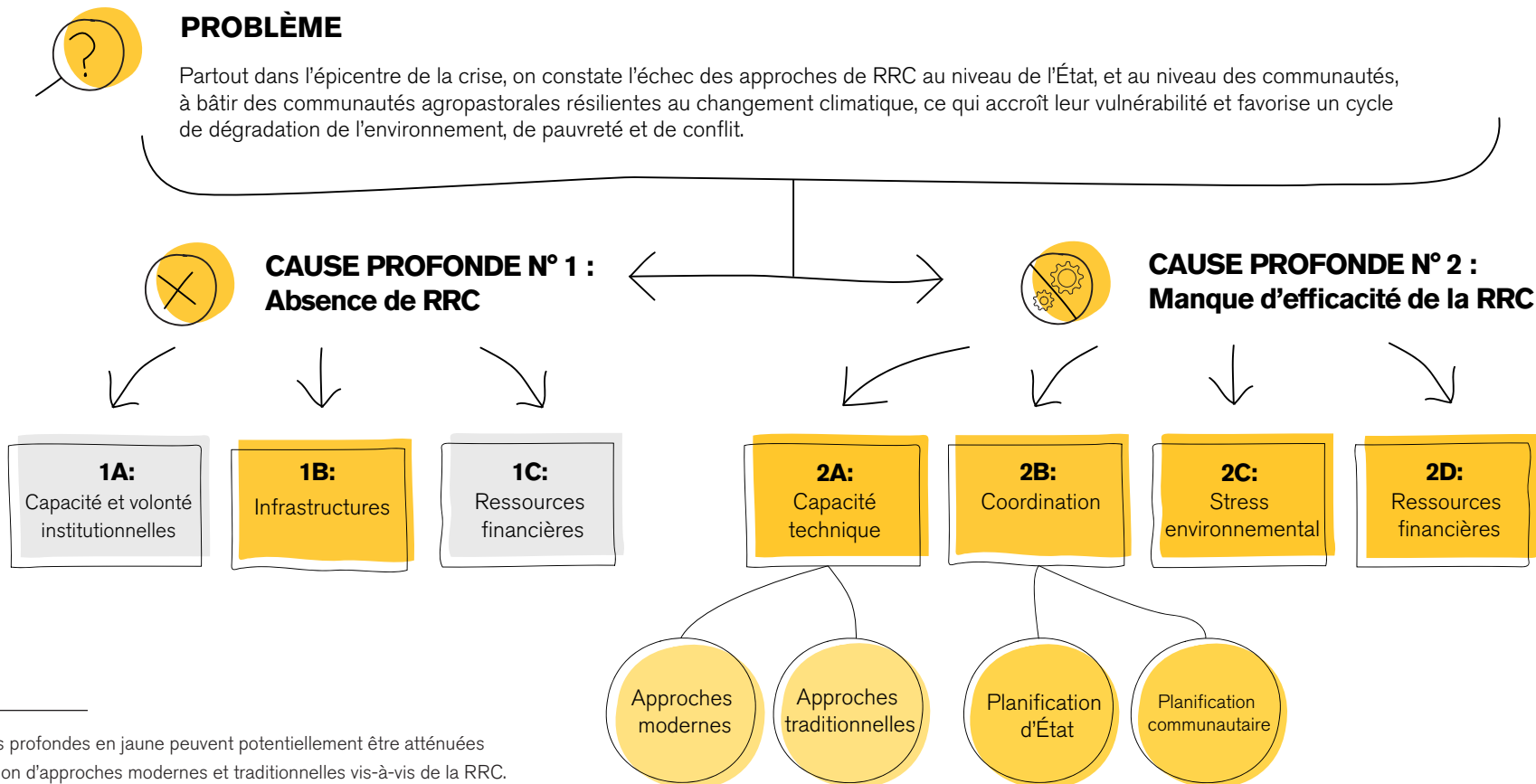
Puits en Somalie, foré par l'IRC. Avant de commencer le forage, l'équipe a rassemblé des membres de la communauté et a passé trois jours à discuter avec eux de leur besoin le plus fondamental en raison de la sécheresse : l'eau.

D'UNE PERSPECTIVE MONDIALE

Pour nous assurer d'ébaucher des solutions qui présentent un potentiel de mise à l'échelle dans l'ensemble des 17 pays à l'épicentre de la crise, nous avons amorcé notre analyse en adoptant une perspective mondiale. Celle-ci a fait apparaître des difficultés communes à la mise en œuvre de mesures de RRC dans les pays les plus vulnérables au climat et les plus touchés par les conflits (**Figure 2**). Dans ces pays, deux problèmes majeurs entravent l'efficacité de la RRC : l'**absence totale d'approches de RRC** dans de nombreuses communautés agropastorales et l'**inefficacité des approches de RRC existantes** là où elles sont mises en œuvre. Cette absence de RRC dans les communautés agropastorales est directement liée aux enjeux posés par des situations de conflit en cours et d'après-conflit, qui limitent

la capacité institutionnelle, la volonté, l'infrastructure et les ressources de l'État d'apporter des solutions globales de RRC aux communautés agropastorales vivant dans des lieux isolés. L'inefficacité des rares approches existantes actuellement mises en œuvre découle quant à elle d'un manque de capacité technique tant des approches modernes que traditionnelles à percevoir les risques et à y répondre. Celle-ci est exacerbée par un manque de coordination entre les acteurs et aggravée par des tensions persistantes tant sur le plan environnemental et financier. À eux tous, ces facteurs limitent les options complètes de RRC parmi les communautés agropastorales vulnérables. Au niveau mondial, les mécanismes de financement traditionnels sont inefficaces à apporter les ressources nécessaires pour améliorer la mise en œuvre de la RRC dans les communautés agropastorales (voir page 14-16).

FIGURE 2

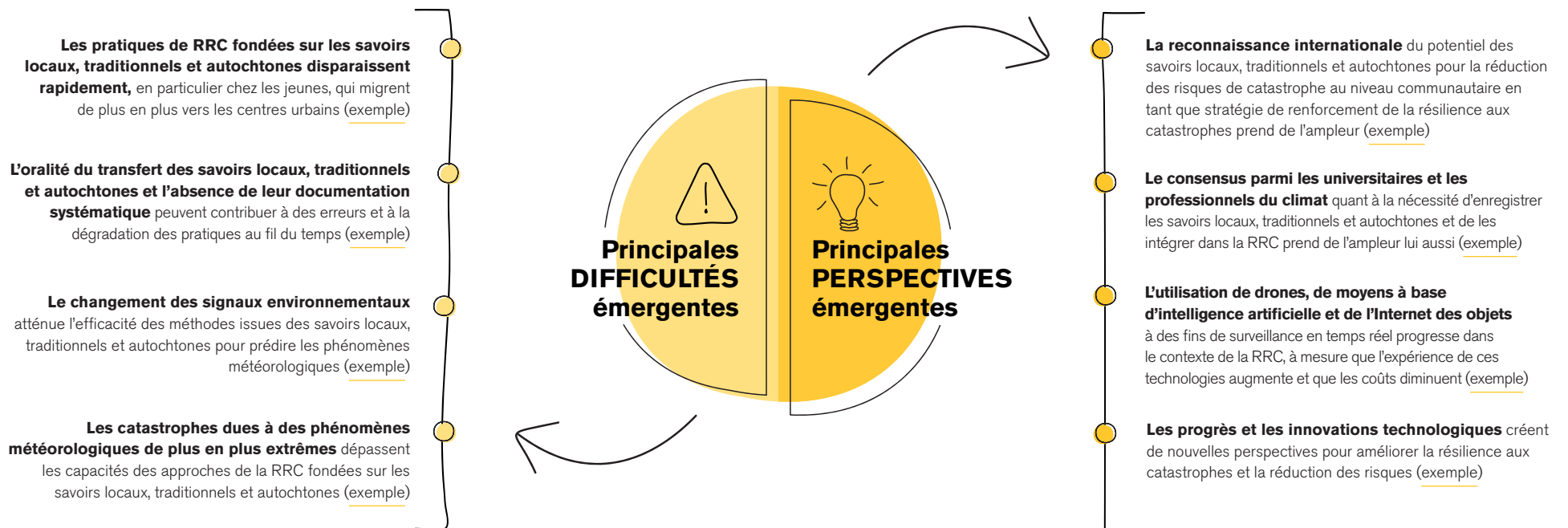


S'ajoutent à cela les tendances profondes révélées par les travaux de recherche qui apportent des éclairages au-delà du problème actuel pour en faire apparaître de nouveaux ainsi que des perspectives émergentes qui, d'après nous, devraient se manifester de plus en plus dans un avenir proche. Les grandes tendances prioritaires, telles que définies par les équipes Innovation, Technique et pays de l'IRC, se résument comme suit. Les difficultés tiennent au recul de l'efficacité et de l'application des savoirs locaux, traditionnels et autochtones, tandis que les opportunités ont trait à la reconnaissance croissante de l'importance de ces savoirs et des progrès technologiques dans le domaine de la RRC (**Figure 3**).

Après examen de ces difficultés et de ces opportunités émergentes parallèlement aux causes profondes du problème, il ressort qu'une piste prometteuse serait d'intégrer les savoirs locaux, traditionnels et autochtones aux approches technologiques modernes en matière de RRC. Le fait de combiner des technologies prédictives avancées et axées sur des données à des connaissances riches

et contextuelles de pratiques traditionnelles pourrait contribuer à assurer la préservation, la pertinence continue et l'application de méthodes dérivées de savoirs locaux, traditionnels et autochtones tout en améliorant l'accès aux technologies qui permettent d'agir en temps opportun. Cette approche peut être un moyen d'améliorer la **capacité technique (2A)** et la **coordination (2B)** entre les différents acteurs, d'assurer la réactivité à l'aggravation du **stress environnemental (2C)**, de combler les **lacunes en matière d'infrastructures (1B)** et d'aider les ménages à **protéger leurs actifs et leurs ressources financières (2D)**. Cette combinaison de modernité et de tradition tire parti des forces des deux systèmes pour favoriser une stratégie de RRC plus résiliente qui prend en compte les difficultés uniques de situations de conflit comme celles présentes en Afghanistan et en Somalie. Cependant, pour prendre pleinement la mesure de ces difficultés, et ainsi dériver des solutions potentielles plus spécifiques, il est indispensable d'examiner la manière dont elles se manifestent dans chaque pays.

FIGURE 3 : Principales difficultés et perspectives émergentes



...À UNE PERSPECTIVE LOCALE : AFGHANISTAN



- **3^e pays à plus haut risque** de crises humanitaires et de catastrophes au monde¹
- **6^e pays le plus vulnérable au climat** au monde²
- **5,7 millions de personnes** sont déplacées à l'intérieur de leur propre pays (IDMC 2024)
- **1,4 million de personnes** sont touchées par une catastrophe chaque année depuis 2000 (EM-DAT)
- **14,2 millions de personnes** sont confrontées à une grave insécurité alimentaire (IPC niveau 3 ou supérieur) (IPC 2024a)

Rozama, 27 ans, allant chercher de l'eau à la rivière du village de Sabzaab Bala, dans la province de Bamiyan, en Afghanistan. Comme beaucoup de ses voisins, sa famille compte sur la culture de la pomme de terre et du blé pour gagner sa vie. Photo financée par l'Union européenne.

L'Afghanistan, pays enclavé d'Asie du Sud/centrale caractérisé par un climat semi-aride à aride et un relief montagneux, est à l'épicentre de crises qui se conjuguent liées au changement climatique, aux conflits et à l'extrême pauvreté, ce qui le rend extrêmement vulnérable à des catastrophes complexes. Cela fait des dizaines d'années que le pays est en situation de conflit, qui a culminé en 2021 par sa prise de contrôle par les talibans (l'autorité de fait) qui ont stabilisé le conflit en cours mais précipité le pays dans une crise économique. Si ce changement de pouvoir a eu pour effet de diminuer les déplacements liés aux conflits, il a néanmoins fait exploser la migration économique. L'Afghanistan reste extrêmement exposé aux catastrophes naturelles. Le phénomène El Niño de 2023-2024, par exemple, a provoqué des précipitations inférieures à la moyenne et entraîné une troisième année consécutive de sécheresse, qui faisait suite à la pire sécheresse en 30 ans qui a eu lieu en 2021/2022, ce qui a eu de graves répercussions sur la production agricole et aggravé l'insécurité alimentaire (IRC 2024a ; FAO et OCHA, 2024 ; OCHA, 2023). S'ajoute au risque de sécheresse le risque accru d'autres catastrophes naturelles dans le pays, notamment de tremblements de terre, de glissements de terrain et d'inondations. En octobre 2023, un tremblement de terre particulièrement dévastateur qui a touché des millions d'Afghans a été suivi d'une série de séismes au début de 2024 et d'inondations majeures en mars 2024, qui ont fait 250 morts (Essar et al. 2024 ; IRC, 2024b).

Malgré de multiples efforts déployés par des acteurs locaux et internationaux en vue de renforcer la résilience de l'Afghanistan au changement climatique, les efforts de réduction des risques de catastrophe restent difficiles à mettre en œuvre en raison d'une conjonction de plusieurs causes profondes interdépendantes aux niveaux communautaire, national et mondial. En Afghanistan, comme dans de nombreux autres États vulnérables au changement climatique et touchés par des conflits, les difficultés rencontrées pour atténuer les risques de catastrophe découlent de l'absence totale d'initiatives de RRC dans de nombreuses régions, associée au manque d'efficacité des pratiques de RRC là où elles existent.


1 Selon l'indice de risque INFORM de 2024, qui classe le risque généralisé de crise dans 191 pays en fonction des conditions structurelles. INFORM, né d'une collaboration du Groupe de référence du Comité permanent interorganisations et de la Commission européenne, est un forum multipartite composé d'organisations humanitaires, de développement et de bailleurs de fonds ainsi que de partenaires techniques, dont la mission est d'élaborer une analyse quantitative commune utile pour la gestion des crises humanitaires et des catastrophes.

2 Selon l'indice de l'Initiative mondiale d'adaptation de Notre-Dame de 2023 (ND-GAIN), qui évalue la vulnérabilité d'un pays et sa volonté de s'adapter au changement climatique.

CAUSE PROFONDE N° 1 : Absence de RRC

Au niveau national en Afghanistan, l'absence de stratégies RRC efficaces est systémique en raison de graves carences de **capacités institutionnelles (1A)**, dues à des décennies de conflits persistants. Cette instabilité prolongée a gravement entravé la croissance économique et le développement institutionnel du pays, qui a par conséquent limité la participation de l'administration publique aux efforts de RRC et aux initiatives de développement plus larges (Sajid, 2024 ; Seerat, 2023). Même si depuis 2003, l'Afghanistan s'efforce de renforcer ses politiques et son cadre institutionnel de RRC, notamment par la mise à jour d'un plan national de gestion des catastrophes, la ratification d'une loi en 2011 sur les interventions, la gestion et la préparation en cas de catastrophe à l'échelle nationale, l'adoption d'un plan d'action national stratégique et de la Stratégie nationale de réduction des risques de catastrophe en Afghanistan, leur mise en œuvre s'en trouve entravée par le manque de moyens et la faiblesse des institutions. Plus récemment, les graves problèmes économiques et institutionnels ont été exacerbés par la prise de pouvoir par l'autorité de fait en 2021, qui a précipité l'effondrement de l'économie et la perte de fonds de développement cruciaux qui subvenaient à environ 75 % des dépenses publiques (Giffin, 2022). L'interdiction faite aux femmes d'occuper des postes dans des ONG promulguée en 2022 par l'autorité de fait a aggravé la crise et suscité le retrait de bailleurs de fonds de premier ordre et la suspension de programmes majeurs par des organisations internationales (Giffin, 2022 ; IRC 2024a ; UNDRR 2020). La croissance économique a stagné tout au long de 2023, aggravée par les sanctions et les restrictions internationales qui ont isolé l'Afghanistan et gelé les avoirs de sa banque centrale, ce qui a eu pour effet de limiter considérablement les entrées de capitaux étrangers (Giffin, 2022). Les politiques publiques de l'autorité de fait et les crises économiques connexes ont considérablement affaibli les capacités institutionnelles, en particulier en matière de RRC et de secours et de reconstruction après une catastrophe (D'Souza, 2024 ; Al Jazeera, 2022 ; IRC 2024a).

La dégradation des **infrastructures (1B)** aggrave encore la vulnérabilité de l'Afghanistan aux catastrophes. Les transports, les communications et d'autres infrastructures critiques sont mis à rude épreuve par les inondations, les glissements de terrain, les tremblements de terre et la sécheresse, qui ont perturbé l'acheminement de l'aide et exacerbé les crises humanitaires (IRC, 2024a). Le manque d'infrastructures intensifie les difficultés de mettre en œuvre des mesures de RRC tant en milieu urbain que rural. Même si nos recherches se sont concentrées sur les communautés agropastorales et donc sur le milieu rural, il est également important de reconnaître que les communautés urbaines afghanes, qui comportent de nombreuses personnes déplacées dans leur propre pays et logées dans des établissements informels, sont confrontées à des risques de catastrophe accrus en raison d'un accès inadéquat à des infrastructures essentielles (OCHA, 2023). En attendant, la détérioration du réseau routier et d'autres infrastructures critiques dans les zones rurales reculées empire leur vulnérabilité pendant et après les catastrophes naturelles.

A photograph of a man in a dry, hilly landscape. He is wearing a dark vest over a light-colored shirt and trousers, and a cap. He is carrying a large yellow plastic water container in his right hand. The landscape is arid with brown, eroded hills and a dirt path. In the background, there are some simple, low-rise buildings. The sky is clear and blue.

Les transports, les communications et d'autres infrastructures critiques sont mis à rude épreuve par les inondations, les glissements de terrain, les tremblements de terre et la sécheresse.

Muhammad Sadiq, 25 ans, traverse un lit de rivière asséché pour aller chercher de l'eau pour sa famille. Il gagne sa vie de l'élevage et de la culture de la pistache, mais la sécheresse extrême de l'hiver empêche ses cultures d'avoir un bon rendement et son bétail d'avoir assez d'eau. Photo financée par l'Union européenne.

Enfin, le **manque de ressources financières (1C)**, aggravé par l'effondrement économique et les sanctions internationales, reste un obstacle fondamental à des mesures de RRC efficaces. Les coupes sévères dans les dépenses sociales et le gel des fonds de la banque centrale limitent encore plus la capacité du pays à atténuer les effets des catastrophes et à venir à l'appui des populations vulnérables (IRC, 2022 ; Giffin, 2022).

CAUSE PROFONDE N° 2 : Manque d'efficacité de la RRC

Là où des programmes de RRC existent, ceux-ci sont souvent inefficaces ou n'atteignent pas les communautés les plus vulnérables. L'un des principaux facteurs d'inefficacité de la RRC tient au **manque de capacité technique (2A)** tant dans les approches modernes que traditionnelles. Dans les **approches modernes de la RRC**, l'exode massif des universitaires et des professionnels, en particulier des femmes depuis 2022, a intensifié la fuite de longue date du capital humain en Afghanistan, ce qui a pour effet d'appauvrir les connaissances institutionnelles et techniques essentielles à une mise en œuvre réussie (Kumar, 2024). Pour empirer les choses, les systèmes éducatifs essentiels à la promotion de la sensibilisation et de la résilience sont gravement mis à mal par les perturbations fréquentes causées par des catastrophes. De surcroît, cette situation est exacerbée par un financement inadéquat et des infrastructures dangereuses. D'où la pénurie de travailleurs qualifiés, qui nuit d'autant plus à la prestation de services essentiels pendant et après les catastrophes (UNDRR, 2020). D'autre part, les **approches vis-à-vis de la RRC fondées sur les savoirs locaux, traditionnels et autochtones** ont été en grande partie abandonnées en raison d'une situation généralisée de pauvreté et de déplacement des populations (Barez, 2024). Les communautés déplacées se trouvent souvent loin de leurs terres traditionnelles et sont dépourvues de la capacité d'agir politique nécessaire pour utiliser efficacement ces méthodes en raison de la nature souvent informelle ou précaire de leur logement. Le fait d'habiter dans des établissements informels sans sécurité foncière et sans accès à des services de base entrave encore plus la capacité des communautés déplacées à mettre en œuvre ces pratiques traditionnelles, ce qui les rend particulièrement vulnérables pendant et après les catastrophes.

Le **manque de coordination (2B)** entre les parties prenantes exacerbe les difficultés de mise en œuvre de mesures efficaces de RRC. La faiblesse de la gouvernance et les pratiques inadéquates de gestion des terres ont intensifié les risques de catastrophe, aggravés par la réduction des dépenses de l'autorité de fait dans les services sociaux et la priorité insuffisante accordée aux efforts de RRC depuis 2021 (IRC, 2022 ; Kumar, 2024 ; Seerat, 2023). Le **stress environnemental (2C)**, qui se manifeste notamment par la hausse des températures et les aléas météorologiques, accroît la fréquence et la gravité des sécheresses et des inondations, ce qui nuit encore plus à la résilience des communautés et exacerbe leurs

vulnérabilités, en particulier dans les zones reculées qui manquent de ressources et de sensibilisation (UNDRR, 2020 ; OCHA, 2024 ; ARC, 2016). Cette inquiétude est accentuée par le fait qu'environ 60 % de la population dépend de l'agriculture pluviale, ce qui expose énormément le pays aux sécheresses récurrentes exacerbées par le changement climatique (CAP 2024 ; OCHA 2024). Le **manque de ressources financières (2D)** au niveau des ménages, caractérisé par une pauvreté généralisée et des emplois précaires, entrave également les efforts de renforcement de la résilience, ce qui laisse des populations vulnérables extrêmement exposées aux effets des catastrophes (IRC, 2022 ; Cities Alliance, 2021). Dans le même temps, l'urbanisation rapide due aux conflits et aux catastrophes naturelles provoque la prolifération d'établissements informels dépourvus d'infrastructures et de services essentiels, ce qui accroît la vulnérabilité des villes aux catastrophes (UNDRR 2020 ; OCHA, 2023). Enfin, les vulnérabilités sociales accroissent d'autant plus les risques de catastrophe, ce qui rend l'accès à des mesures efficaces de RRC particulièrement difficile pour les femmes, les jeunes, les personnes en situation de handicap, les minorités ethniques et autres groupes marginalisés.



Khan Agha, 35 ans, et sa fille Zarmina, 7 ans, se tiennent devant leur maison endommagée dans le district de Mitarlam, dans la province de Laghman, en Afghanistan. Près de 3 000 maisons ont été détruites ou endommagées lors de fortes pluies et de crues soudaines en Afghanistan en avril 2024.

...À UNE PERSPECTIVE LOCALE : SOMALIE



- **2^e pays à plus haut risque** de crises humanitaires et de catastrophes au monde³
- **7^e pays le plus vulnérable au climat** au monde⁴
- **3,9 millions de personnes** sont déplacées à l'intérieur de leur propre pays (IDMC, 2024)
- **1,5 million de personnes** sont touchées par une catastrophe chaque année depuis 2000 (EM-DAT)
- **4 millions de personnes** sont confrontées à une grave insécurité alimentaire (IPC niveau 3 ou supérieur) (IPC 2024a)

Fartun, 27 ans, vit à Dhusamareb, en Somalie, où 1,7 million d'enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition aiguë en raison de la sécheresse prolongée. Lorsque le cadet de ses cinq enfants s'est mis à présenter des symptômes manifestes de malnutrition sévère, elle l'a porté jusqu'à un hôpital soutenu par l'IRC où il a été soigné.

La Somalie, pays aride de la Corne de l'Afrique, a récemment connu sa pire sécheresse en 40 ans, qui a causé la mort de 43 000 personnes, le déplacement de plus d'1 million de personnes et la perte de 3,8 millions de têtes de bétail (TRT Afrika, 2024). Ce faisant, les inondations posent un risque de catastrophe important dans tout le pays. Les inondations du Deyr en 2023 ont provoqué le déplacement de 1,2 million de personnes et causé plus de 176 millions de dollars de pertes et de dommages. Les terribles inondations de 2024 ont déclenché une épidémie de choléra, qui a gravement touché les populations vulnérables, en particulier les enfants (PNUD, 2024 ; IRC, 2024). Les facteurs cumulatifs de vulnérabilité de la Somalie accroissent l'insécurité alimentaire et hydrique, ils accentuent les crises de santé publique et pénalisent de manière disproportionnée les groupes marginalisés, notamment les femmes et les filles, les minorités ethniques et les personnes en situation de handicap (USAID, 2024).

De surcroît, dans la mesure où l'économie somalienne dépend lourdement de l'agriculture, qui emploie 80 % de la population, elle est extrêmement vulnérable aux catastrophes naturelles et aux chocs climatiques. Le pastoralisme et l'élevage, essentiels à l'économie, sont menacés par la sécheresse, les invasions de criquets pèlerins et les conflits fonciers, ce qui exacerbe l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité (FAO, 2022 ; Wong, 2023).

Malgré les efforts déployés par le gouvernement somalien et divers acteurs du développement destinés à renforcer la résilience du pays au changement climatique, la mise en œuvre de la réduction des risques de catastrophe demeure difficile en raison des causes profondes interdépendantes qui existent à l'échelle nationale et mondiale. En Somalie, comme dans de nombreux autres États vulnérables au changement climatique et touchés par des conflits, les difficultés rencontrées pour atténuer les risques de catastrophe découlent de l'absence d'initiatives de RRC dans de nombreuses régions, associée au manque d'efficacité des pratiques de RRC là où elles existent.

CAUSE PROFONDE N° 1 : Absence de RRC

Des décennies de guerre civile et d'instabilité ont gravement nui à la **capacité institutionnelle de la Somalie (1A)**, qui se traduit par des lacunes en termes de capacités de suivi, d'alerte précoce et de prestation de services (essentiels à la RRC) (USAID, 2024). De plus, malgré les efforts déployés par la Somalie pour renforcer ses politiques publiques et son cadre institutionnel de RRC depuis la ratification du Protocole de Kyoto en 2010, notamment par son engagement à respecter le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes, la soumission de sa première Contribution déterminée au niveau national (CDN) à la CCNUCC et, plus particulièrement, la création en 2022 du ministère de l'Environnement et du Changement climatique, la mise en œuvre de mesures de RRC a été entravée par le

manque de capacités et de ressources institutionnelles du pays. Les conflits fonciers, aggravés par la faiblesse des cadres institutionnels, ont entraîné des inégalités d'accès et le déplacement de petits agriculteurs et d'éleveurs (USAID, 2024 ; Adelphi, 2022 ; de Zoysa et Tye, 2023). C'est particulièrement vrai dans le sud de la Somalie, qui est contrôlé en grande partie par le groupe d'insurgés Al Shabaab, là où la majorité de la production agricole du pays est concentrée, où la mobilité est limitée et où les services publics sont particulièrement fragmentés (Arush, 2024 ; Ali, 2024 ; USAID, 2024).

Les conflits en cours et les fréquentes catastrophes naturelles en Somalie ont gravement détérioré les **infrastructures existantes (1B)** (qu'il s'agisse des transports, des communications ou des systèmes agricoles) et ont empêché l'entretien et le développement de nouvelles infrastructures, en particulier dans les zones reculées et rurales (Verhoeven, 2024 ; Adelphi, 2022). D'après les projections relatives aux effets du changement climatique, l'intensification des catastrophes naturelles ne fera qu'amplifier les pressions exercées sur les infrastructures somaliennes, ce qui aggravera les risques de catastrophe (Adelphi, 2022). Le réseau routier du pays est particulièrement déficient : seulement 13 % des routes sont goudronnées, et 90 % d'entre elles sont en mauvais état. Cette précarité entrave l'accès et isole les communautés pendant les inondations et les saisons des pluies (ITA, 2024 ; Adelphi, 2022). La Somalie est également dépourvue d'infrastructures de surveillance critiques, telles que des stations météorologiques et des systèmes informatiques, ce qui limite l'accès à des informations météorologiques précises et à la préparation du pays à des catastrophes dans la majeure partie du territoire national (Quevedo et al, 2023). Bien que nos recherches se concentrent sur les communautés agropastorales et, par conséquent, sur la situation en milieu rural, force est de constater que l'urbanisation rapide de la Somalie pose des difficultés supplémentaires à mesure que les populations déplacées migrent vers des villes comme Mogadiscio, Boorama et Baidoa en quête de sécurité et d'opportunités (Cities Alliance, 2021 ; Adelphi, 2022 ; Arush, 2024). Cette urbanisation complique d'autant plus l'efficacité de la RRC en Somalie, dans la mesure où les services municipaux peinent à faire face aux besoins des établissements informels dans les villes en expansion (Abdi Sheikh et Weingartner, 2022 ; Taruri et al, 2020). L'afflux urbain accentue encore les tensions autour des droits fonciers et de l'accès aux ressources essentielles et il complique la prise en charge des besoins tant de la population hôte que des personnes déplacées. Les **contraintes financières (1C)** entravent encore plus les efforts de RRC : La Somalie a du mal à obtenir les fonds nationaux et internationaux nécessaires aux initiatives d'adaptation au changement climatique et de renforcement de la résilience et est souvent contrainte d'investir en priorité le peu de fonds dont elle dispose dans des interventions à court terme plutôt que de les consacrer à des solutions à long terme (de Zoysa et Tye, 2023 ; Quevedo et al., 2023).

CAUSE PROFONDE N° 2 : Manque d'efficacité de la RRC

Le manque de **capacité technique (2A)** entrave les approches tant modernes que traditionnelles vis-à-vis de la RRC en Somalie, ce qui contribue au manque d'efficacité des programmes qui souvent ne parviennent pas à atteindre les communautés vulnérables. Plus précisément, les lacunes du service météorologique et des systèmes d'alerte précoce de l'État font obstacle à la diffusion en temps opportun d'alertes de catastrophes, ce qui participe à la méfiance des communautés touchées (Abdi Sheikh et Weingartner, 2022 ; Mohamed et Scoones, 2023). Le peu de données collectées nuit encore plus aux **approches modernes en matière de RRC**, en particulier dans les zones sujettes à des catastrophes naturelles qui en dépendent, tandis que les **approches fondées sur les savoirs locaux, traditionnels et autochtones** au regard de la RRC souffrent d'un manque de transfert de connaissances intergénérationnel. Tous ces facteurs sont encore exacerbés par les déplacements et les incertitudes liées au changement climatique (UNDRR, 2024 ; Ali, 2024 ; Nasib, 2024).

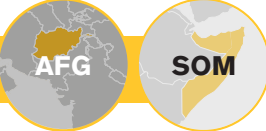
Le **manque de coordination (2B)** entre l'administration publique et d'autres acteurs à divers échelons est un frein supplémentaire à la mise en œuvre efficace de mesures de RRC en Somalie, malgré le cadre d'orientation solide du pays pour la préparation au changement climatique. Le manque de capacité et de coordination institutionnelles, auquel s'ajoutent des lacunes dans la planification des mesures d'adaptation centrées sur la communauté, expliquent que les actions de RRC restent largement sans effet (de Zoysa et Tye, 2023 ; Verhoeven, 2024). Les risques sécuritaires dans le sud de la Somalie entravent davantage la mobilité et font ainsi obstacle à l'efficacité des efforts de coordination et de RRC (Arush, 2024 ; Ali, 2024 ; Abdi Sheikh et Weingartner, 2022). Le **stress environnemental (2C)**, comme la fréquence accrue des catastrophes naturelles et la hausse des températures, exacerbe les problèmes de RRC : des fleuves qui remplissent un rôle crucial, dont le Djouba et le Shabelle, sont menacés par le manque de précipitations et la construction de barrages en amont en Éthiopie, qui risque d'aggraver les conflits liés à l'eau (Saglio, 2024 ; USAID, 2024 ; Adelphi, 2022). Enfin, le manque de **ressources financières (2D)** au niveau des ménages limite considérablement les possibilités de RRC, dans la mesure où les familles touchées par la pauvreté et par des situations de conflit sont dans l'impossibilité de renforcer leur résilience, ce qui entraîne de mauvaises pratiques d'adaptation, comme la production de charbon de bois et le surpâturage, qui dégradent davantage les ressources naturelles et intensifient la vulnérabilité à la sécheresse et à la désertification (Cities Alliance, 2021 ; Njenga, 2024 ; Ali, 2024 ; Adelphi, 2022). Par exemple, selon la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CNULCD), environ 8,2 millions d'arbres ont été abattus pour la production de charbon de bois en Somalie entre 2011 et 2017 seulement (Kahiye, 2021).

VERS UNE RRC GLOBALE ET ADAPTABLE

Pour déterminer les meilleurs moyens d'intégrer des approches traditionnelles à des approches modernes dans la RRC afin de promouvoir une résilience climatique holistique et adaptable pour les communautés agropastorales en Afghanistan et en Somalie, nous avons commencé par dresser un état des lieux. En employant des recherches documentaires rigoureuses, des entretiens avec des informateurs clés et des experts locaux et mondiaux et la diffusion sur Internet d'une enquête de crowdsourcing, nous avons mis en évidence un large éventail d'approches de RRC, certaines basées sur les technologies et d'autres sur les savoirs locaux, traditionnels et autochtones. Nous avons ensuite classé ces approches par ordre de priorité selon

les critères suivants : 1) leur pertinence pour les contextes de l'Afghanistan et de la Somalie ; 2) leur application aux inondations, à la sécheresse, aux précipitations irrégulières et aux canicules ; et uniquement dans le cas des solutions technologiques 3) leur potentiel pour documenter, promouvoir ou rendre possibles les savoirs locaux, traditionnels et autochtones. Enfin, après avoir organisé une série d'ateliers de conception avec les unités Technique et Innovation et les équipes-pays de l'Afghanistan et de la Somalie au sein de l'IRC, nous avons fait la synthèse et classé par ordre de priorité les approches basées sur les technologies et celles basées sur les savoirs locaux, traditionnels et autochtones pour parvenir à une compilation de six pistes de solution précoces (**Figure 4**), qui traitent chacune des causes profondes du problème (**Figure 2**). Voici un aperçu de notre compilation de solutions à ce jour :

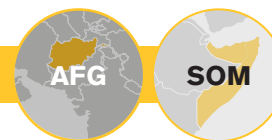
FIGURE 4 : Compilation de pistes de solution précoces

1	Piste de solution : Interprétation technique des savoirs locaux, traditionnels et autochtones et des observations des anciens (*processus à intégrer également dans d'autres solutions)	PAYS CONCERNÉ :
		
Problème à résoudre	Les observations des savoirs locaux, traditionnels et autochtones et des changements météorologiques et climatiques sont extrêmement localisées et ne sont pas compilées et analysées en temps réel en vue d'étayer les prévisions et les analyses technologiques.	
Modalités de mise en pratique	Des détenteurs désignés de savoirs locaux, traditionnels et autochtones documentent leurs observations et leurs prédictions, qui sont envoyées à un centre technologique pour y être compilées, analysées et recoupées avec des données d'imagerie à distance par un système technologique. Les constats sont ensuite relayés aux communautés et/ou intégrées dans les interventions en cas de catastrophe.	
Résultats	Documentation et coordination des savoirs locaux, traditionnels et autochtones • Prévisions plus précises des phénomènes météorologiques catastrophiques • Données exploitables à intégrer dans d'autres approches de RRC	
Réalisations	Renforcement du cadre de RRC par l'intégration des savoirs locaux, traditionnels et autochtones • Réduction des pertes de moyens de subsistance et d'actifs dues aux catastrophes	
Cause profonde visée	(2A) Manque d'efficacité de la RRC - Capacité technique (moderne et traditionnelle)	
Exemples de questions de recherche pour la phase suivante	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Quel type de données est le plus susceptible d'être recueilli auprès des anciens ? ▪ Dans quelles conditions les anciens pourraient-ils partager leurs prédictions et leurs connaissances ? ▪ Comment pourrions-nous recouper les contributions des anciens avec des analyses technologiques pour assurer la fiabilité dans un environnement en évolution ? 	

2

Piste de solution : Gestion des pâturages par télédétection et autre solution de fourrage pour le bétail

PAYS CONCERNÉ :

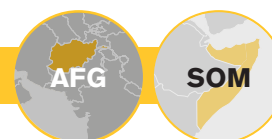


Problème à résoudre	Les approches actuelles en matière de rotation des pâturages et de culture d'arbustes et d'arbres de couvert végétal conduisent à une dégradation des terres pastorales et à un manque de fourrage pour le bétail. Cette situation est encore exacerbée par les conflits et les phénomènes climatiques extrêmes tels que les sécheresses et les glissements de terrain.
Modalités de mise en pratique	Les pâturages accessibles sont évalués par télédétection, les secteurs où les terres sont dégradées ou inaccessibles en raison de l'insécurité de la situation sont écartés et des prévisions sont appliquées pour surveiller la dynamique de la végétation (pâturage). Quand il en ressort que les pâturages risquent de ne pas suffire pour répondre aux besoins du bétail, les communautés sont alertées pour changer de pâturage ou le compléter avec d'autres types de fourrage, comme du fourrage hydroponique pour la production duquel les éleveurs reçoivent de l'aide.
Résultats	Plus grande sécurité de déplacement des animaux et des personnes • Disponibilité et durabilité accrues des pâturages • Moins de stress pour le bétail • Des sources de fourrage supplémentaires
Réalisations	Élargissement de l'accès à des pâturages • Amélioration de l'accès à des intrants pastoraux • Accroissement des revenus des ménages • Réduction des pertes de bétail dues à des catastrophes • Réduction des pertes de moyens de subsistance dues à des catastrophes • Réduction de la dégradation des terres due aux migrations et à des catastrophes
Cause profonde visée	(2A) Manque d'efficacité de la RRC - Capacité technique (moderne et traditionnelle) (2B) Manque d'efficacité de la RRC - Coordination (au niveau de la communauté) (2C) Manque d'efficacité de la RRC - Stress environnemental
Exemples de questions de recherche pour la phase suivante	<ul style="list-style-type: none"> • Quel effet cette solution pourrait-elle avoir sur la gouvernance des ressources par les communautés et comment pourrions-nous anticiper et prévenir les conflits portant sur les ressources ? • Quelles informations les communautés recherchent-elles pour éclairer leur prise de décision ? • Quels sont les arbres et arbustes les mieux adaptés comme ressources fourragères alternatives ?

3

Piste de solution : Prise en compte de la RRC dans la culture

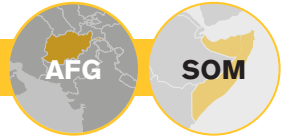
PAYS CONCERNÉ :



Problème à résoudre	Perte des pratiques de RRC issues des savoirs locaux, traditionnels et autochtones par manque de transfert intergénérationnel des connaissances et en raison des migrations, qui entraînent une préparation et une réponse inadéquates
Modalités de mise en pratique	Collaboration entre les gardiens de savoirs locaux, traditionnels et autochtones, les chefs culturels et les groupes de jeunes au sein de la communauté pour intégrer les connaissances autochtones dans les pratiques culturelles, les célébrations, la fabrication d'objets et les interactions culturelles modernes pour les jeunes.
Résultats	Diffusion de chansons, de textiles et de pratiques qui enseignent ou démontrent les déclencheurs et les meilleures pratiques de RRC issus des savoirs locaux, traditionnels et autochtones
Réalisations	Meilleure préservation des savoirs locaux, traditionnels et autochtones sur la RRC • Meilleure application des savoirs locaux, traditionnels et autochtones à des fins de RRC • Réduction des pertes de moyens de subsistance dues aux catastrophes
Cause profonde visée	(2A) Manque d'efficacité de la RRC - Capacité technique (moderne et traditionnelle) (2B) Manque d'efficacité de la RRC - Coordination (au niveau de la communauté)
Exemples de questions de recherche pour la phase suivante	<ul style="list-style-type: none"> • Quelles interactions culturelles faut-il viser en priorité pour assurer une large pertinence pour les membres de la communauté ? • Quelles différences culturelles intergénérationnelles faut-il prendre en compte ? • Comment tirer parti des technologies pour promouvoir l'intégration de la RRC dans la culture ?

Problème à résoudre	Perte de récoltes et de ressources due à une mauvaise prévision des conditions de sécheresse et à des interventions inefficaces et mal programmées
Modalités de mise en pratique	Lorsqu'on prédit une sécheresse après analyse des données de télédétection et des savoirs locaux, traditionnels et autochtones, les communautés sont invitées à prendre des mesures spécifiques en fonction du type de risque, du délai d'intervention disponible et du rapport coût-efficacité. Les communautés n'investissent dans des mesures coûteuses de protection des cultures (comme la pulvérisation de biostimulants naturels, la prégermination et l'aménagement de réservoirs) que si un algorithme estime qu'il s'agit là de l'intervention ayant le meilleur rapport coût-efficacité. Le rapport coût-efficacité est évalué en fonction des préférences de la communauté, des considérations d'identité sociale, des prix du marché et d'autres facteurs identifiés par les parties prenantes.
Résultats	Utilisation plus efficace de stratégies d'atténuation de la sécheresse pour réduire les pertes de récoltes • Utilisation plus efficace et plus durable des ressources écologiques • Utilisation plus rentable des ressources des ménages • Capacité d'adaptation accrue
Réalisations	Réduction des pertes de récoltes • Meilleur accès à des ressources adaptées • Croissance des revenus des ménages • Réduction des pertes de moyens de subsistance dues aux catastrophes
Cause profonde visée	(2A) Manque d'efficacité de la RRC - Capacité technique (moderne et traditionnelle) (2B) Manque d'efficacité de la RRC - Coordination (au niveau de la communauté) (2D) Manque d'efficacité de la RRC - Ressources financières (au niveau des ménages)
Exemples de questions de recherche pour la phase suivante	<ul style="list-style-type: none"> • Quelles mesures préventives de lutte contre la sécheresse sont réalisables pour cette initiative ? • Comment faire en sorte que la communauté se fie aux recommandations ? • Quels mécanismes financiers, existants ou nouveaux, sont nécessaires pour soutenir une action efficace en réponse aux alertes ?

Problème à résoudre	Incidence fréquente de glissements de terrain et d'inondations, gestion insuffisante et/ou mal coordonnée des bassins versants
Modalités de mise en pratique	La culture et la gestion stratégiques des forêts, comme les forêts de pistachiers en Afghanistan, sont cruciales pour la gestion des bassins versants, l'absorption d'excès d'eau et la stabilisation des sols. Des moyens technologiques déterminent les emplacements de plantation optimaux et les mesures supplémentaires à mettre en œuvre pour l'aménagement des bassins versants. Les familles participant au programme reçoivent de jeunes arbres et plantent les forêts. Les pistaches récoltées sont certifiées « intelligentes face au climat » et vendues à un prix plus élevé sur les marchés occidentaux pour compenser les coûts de foresterie.
Résultats	Aménagement d'infrastructures naturelles de RRC • Introduction de sources de revenus supplémentaires pour les communautés locales • Filtration naturelle des ressources en eau locales • Création d'une source de revenus durable et multigénérationnelle pour les familles participantes
Réalisations	Réduction de l'érosion des sols • Réduction du ruissellement de surface • Recharge accrue de la nappe phréatique • Réduction de l'incidence des glissements de terrain et des inondations • Croissance des revenus des ménages • Réduction des pertes de moyens de subsistance dues aux catastrophes
Cause profonde visée	(1B) Absence de RRC - Infrastructures (2A) Manque d'efficacité de la RRC - Capacité technique (moderne et traditionnelle) (2D) Manque d'efficacité de la RRC - Ressources financières (au niveau des ménages)
Exemples de questions de recherche pour la phase suivante	<ul style="list-style-type: none"> • Quels intrants sont nécessaires à la prospérité de la communauté ? • Quelle proportion de sites forestiers proposés se trouve dans des endroits où les inondations et les glissements de terrain menacent les habitations et les moyens de subsistance à caractère humain ? • Quels sont les liens avec le marché disponibles/nécessaires pour que les ventes de pistaches soient viables ?



Problème à résoudre	Pénurie d'eau et médiocrité des moyens de stockage et de distribution de l'eau pendant les périodes sèches prolongées (sécheresse), surexploitation de la nappe phréatique par les agriculteurs et le bétail et manque d'efficacité de la consommation de l'eau et de l'aménagement des bassins versants.
Modalités de mise en pratique	La remise en état des prises d'eau traditionnelles et des canaux de distribution est priorisée sur la base de calculs précis de la production de bassins versants et de la consommation d'origine humaine/animale. Utilisation par les comités locaux chargés de l'eau de cartes d'utilisation des terres, de capteurs de sol, d'indicateurs de niveau d'eau et de moyens de télédétection pour déterminer l'ordre de priorité de remise en état et de construction des infrastructures ainsi que du volume de stockage d'eau ciblé. Une IA donne des recommandations sur des techniques de conservation d'eau efficaces, qui sont subventionnées par les acteurs de la RRC.
Résultats	Aménagement de réservoirs d'eau plus efficaces et optimisés pour les ménages et les communautés agropastorales
Réalizations	Accroissement de l'accès à l'eau et de sa disponibilité • Réduction des pertes de moyens de subsistance et d'actifs dues aux catastrophes • Efficience accrue d'utilisation de l'eau • Réduction des conflits liés aux ressources en eau • Renforcement des capacités des communautés agropastorales à atténuer les catastrophes liées au climat telles que la sécheresse
Cause profonde visée	(1B) Absence de RRC - Infrastructures (2A) Manque d'efficacité de la RRC - Capacité technique (moderne et traditionnelle) (2C) Manque d'efficacité de la RRC - Stress environnemental
Exemples de questions de recherche pour la phase suivante	<ul style="list-style-type: none"> • Quelles infrastructures traditionnelles sont encore utiles pour les communautés aujourd'hui ? • Comment pourraient-elles être optimisées pour répondre de manière plus durable aux besoins humains et agricoles (bétail et cultures) ? • Quels travaux, ressources et contrats sociaux sont nécessaires pour remettre en état et gérer ces infrastructures ?

Au cours de la prochaine phase, nous développerons des prototypes simples et concrets de pistes de solution à expérimenter avec des clients et des acteurs locaux de communautés agropastorales en Afghanistan et en Somalie dans le but à la fois d'affiner les pistes existantes et d'en formuler de nouvelles. Nos principaux domaines de recherche portent sur le vécu du problème par les clients, la manière dont ils le traitent (ou pas) actuellement, leurs préférences et leurs besoins en matière de RRC et la manière dont la dynamique des conflits peut se répercuter sur nos idées. Par ailleurs, nous prendrons contact avec des partenaires qui ont mis en œuvre des solutions technologiques similaires dans des contextes analogues pour tirer parti de leurs expériences et informer notre réflexion. Enfin, nous formulerons des hypothèses de pistes à suivre pour passer à l'échelle et estimerons l'ampleur et le potentiel d'impact de chacune d'entre elles ; nous nous appuierons ensuite sur ces données, ainsi que sur les réactions des clients et des partenaires et sur les éléments probants existants, pour retenir les solutions les plus prometteuses à développer plus amplement. Il est important de noter que pour l'heure, ces concepts n'en sont qu'à un stade très précoce et « à basse fidélité », représentant probablement un large éventail de potentiel d'échelle et d'impact. Notre objectif est de formuler un grand nombre de pistes auxquelles nous pourrions ensuite appliquer une analyse rigoureuse afin d'isoler les sous-ensembles de la meilleure qualité.

Cette démarche nous permet ainsi de mêler des preuves rigoureuses à une expertise technique et contextuelle, un état d'esprit stratégique et tourné vers l'avenir et une conception centrée sur l'utilisateur, afin de formuler et de retenir des solutions dirigées par les communautés situées à l'épicentre de la crise qui privilégient leurs préférences et leurs besoins.

LA NÉCESSITÉ D'UNE ACTION MONDIALE

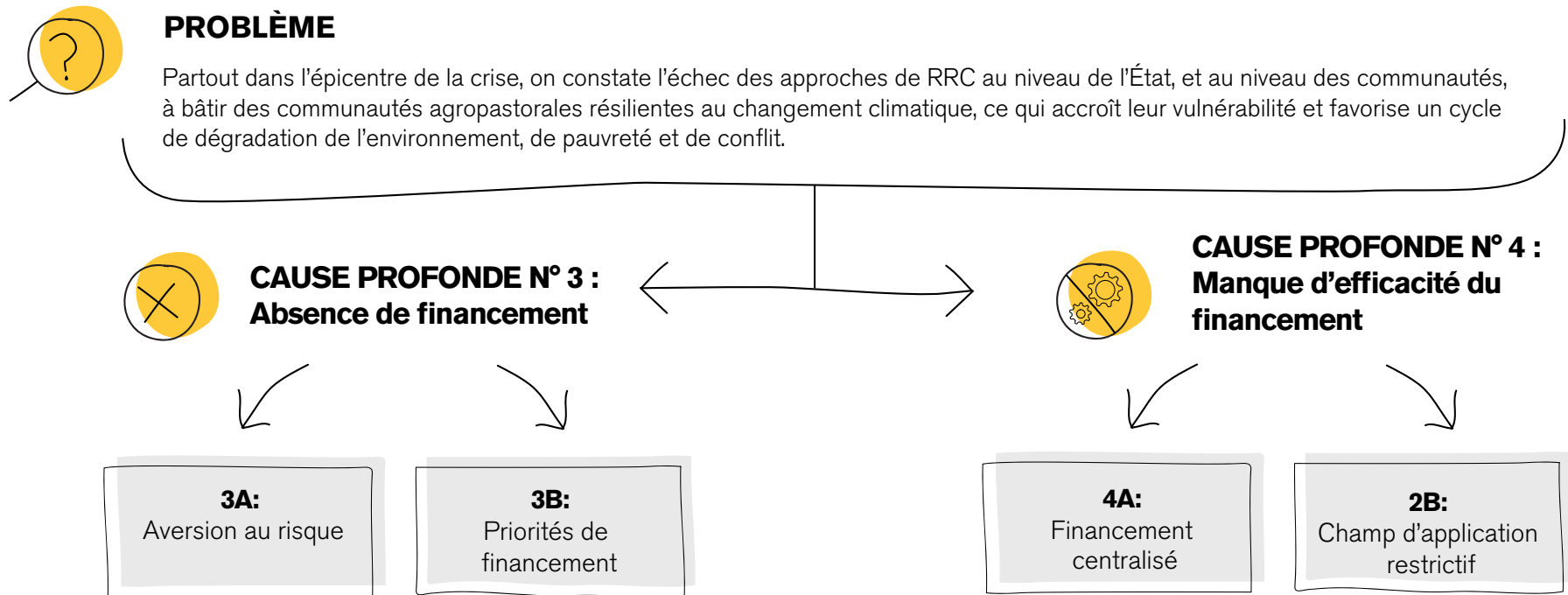
Si certes l'Afghanistan et la Somalie sont confrontés à de graves difficultés localisées en matière de RRC, il n'en demeure pas moins que l'un des problèmes fondamentaux tient au manque de financement international pour l'adaptation dans les régions les plus vulnérables. Pour surmonter ces difficultés et continuer à formuler et finalement mettre en œuvre les pistes de solution décrites ici, il est indispensable de commencer par éliminer les principaux obstacles au financement mondial. Actuellement, les mesures d'adaptation dans les pays vulnérables au changement climatique et touchés par des conflits souffrent d'un déficit de financement chronique dû à plusieurs obstacles interdépendants. En moyenne, ces pays ne reçoivent qu'un tiers des fonds d'adaptation que reçoivent les pays non touchés par un conflit (Crisis Group, 2024). Or il est indispensable de comprendre la nature de ces obstacles pour mobiliser le

soutien mondial nécessaire afin de renforcer les efforts de RRC en Afghanistan, en Somalie et dans d'autres pays situés à l'épicentre de la crise.

À l'échelle mondiale, les principales difficultés qui exacerbent le risque de catastrophe dans l'épicentre de la crise découlent d'une **absence de financement (3)**, motivée par une **aversion au risque (3A)** et des **priorités de financement (3B)** divergentes. Cela se traduit par un manque de ressources financières allouées aux efforts de RRC, en particulier dans des contextes où les impacts à court terme sont difficiles à mesurer et où les retours sur investissement sont perçus comme incertains. En outre, les priorités mondiales en matière de financement ne correspondent pas aux besoins de pays comme l'Afghanistan, la Somalie et d'autres pays touchés par un conflit qui cherchent à accéder à des fonds pour l'adaptation au changement climatique. D'une part, la RRC est généralement classée comme une priorité de « développement », tandis que les projets dans les États touchés par un conflit sont souvent classés comme « humanitaires » et, par conséquent, ne sont pas admissibles. D'autre part, les fonds humanitaires ne suffisent pas pour répondre aux besoins de RRC en raison de manque de moyens, de priorités qui se font concurrence et de leur absence de prise en compte

dans les stratégies de développement à long terme. Ces États se retrouvent ainsi doublement pénalisés en étant privés d'accès à l'une et à l'autre de ces sources de financement, ce qui résulte dans des lacunes critiques en matière d'adaptation et une vulnérabilité accrue aux catastrophes (PNUE, 2023). Même lorsque le financement est disponible, il est souvent **rendu inefficace (4)** par des **structures centralisées (4A)** et des **champs d'application du financement restrictifs (4B)**, qui donnent la priorité à des interventions humanitaires à court terme plutôt qu'à des mesures de renforcement de la résilience à long terme, ce qui a ainsi pour effet de perpétuer les vulnérabilités plutôt que de s'attaquer aux risques systémiques sous-jacents (IRC, 2022 ; Quevedo et al., 2023). De surcroît, l'accès à la plupart des fonds pour le climat se fait obligatoirement par l'entremise de structures centralisées et organisées par l'État, ce qui est particulièrement problématique dans les États touchés par un conflit comme l'Afghanistan et la Somalie, où la coordination avec le gouvernement est rendue compliquée par les conflits et des enjeux géopolitiques et où une partie importante de la population vit dans des zones échappant au contrôle du gouvernement. D'où le rôle crucial que remplissent des partenariats élargis pour le financement de l'action climatique afin

FIGURE 5



La Figure 5 développe la Figure 2 (présentée à la page 4)

de faire en sorte que les ressources puissent atteindre les communautés qui en ont le plus besoin.

Au final, le manque de financement efficace de la RRC à l'échelle mondiale pour les États vulnérables au changement climatique et touchés par un conflit comme l'Afghanistan et la Somalie (des pays qui souffrent de manière disproportionnée des effets de la crise climatique bien qu'ils soient ceux à y contribuer le moins) se traduit par un manque d'efficacité des programmes de RRC aux niveaux national et communautaire. Ce déficit de financement perpétue un cycle de vulnérabilité, qui entrave la capacité des communautés à renforcer leur résilience et exacerbe les impacts du changement climatique et de la dynamique des conflits. Pour briser ce cycle et parvenir à la justice climatique mondiale, il est impératif que les leaders mondiaux s'engagent à transférer le pouvoir aux communautés situées à l'épicentre de la crise. Voici ce que cela implique :

- Améliorer la cartographie des risques à l'intersection du climat et des conflits, jusqu'au niveau local, afin de cibler les actions là où elles sont le plus nécessaires
- Investir dans des mesures d'adaptation et de résilience innovantes et sensibles aux conflits, par des approches localisées et dirigées par la communauté comme celles proposées dans cette étude de cas, qui nécessitent des partenariats constructifs avec des organisations non gouvernementales
- Faire en sorte que le financement climatique soit plus équitable et plus accessible pour attribuer les moyens adéquats aux mesures à prendre

En donnant la priorité à ces stratégies, les bailleurs de fonds internationaux peuvent s'assurer que les communautés situées à l'épicentre de la crise disposent des ressources dont elles ont besoin pour prendre des mesures efficaces d'adaptation et de renforcement de leur résilience. Il est essentiel d'aller au-delà des mesures de secours à court terme pour trouver des solutions durables afin d'aider les communautés locales à résister aux catastrophes et à s'en remettre. Ce n'est que par un effort concerté de collaboration que nous pourrions renforcer les initiatives de RRC en Afghanistan, en Somalie et dans d'autres pays situés à l'épicentre de la crise, afin de favoriser un avenir plus résilient et plus équitable.

Pour briser ce cycle et parvenir à la justice climatique mondiale, il est impératif que les leaders mondiaux s'engagent à transférer le pouvoir aux communautés à l'épicentre de la crise.



Hawo, une éleveuse nomade de 80 ans, comprend parfaitement les répercussions de l'échec de trois saisons des pluies consécutives en Somalie. Pour elle, cela signifie la perte de son unique source de revenus : son bétail. « Je connais bien les sécheresses, mais de mon vivant, c'est la pire que j'aie jamais vue, » a déclaré Hawo.

Références et bibliographie

1. Abdi Sheikh, M. et L. Weingartner. 13 juillet 2022. « Community-led early warning and anticipatory action in Somalia. » *Connaissances SPARC (Soutenir le pastoralisme et l'agriculture durant les crises récurrentes et prolongées)*. <https://www.sparc-knowledge.org/news-blog/blog/community-led-early-warning-and-anticipatory-action-somalia>
2. Adelphi. 24 mai 2022. « Climate Risk Profile Somalia. » *Weathering Risk*. <https://reliefweb.int/report/somalia/weathering-risk-climate-risk-profile-somalia>
3. Afghanistankomiteen (Comité norvégien pour l'Afghanistan). 19 juin 2024. Évaluation de référence sur les moyens de subsistance de l'Afghanistan en milieu rural. <https://afghanistankomiteen.no/en/baseline-assessment-on-livelihoods-in-rural-afghanistan-after-the-talibans-return-to-power/>
4. Afghanistan Resilience Consortium (ARC). 2016. « Building Afghanistan's resilience: Natural hazards, climate change, and humanitarian needs. » Publication présentée à la Conférence de Bruxelles de 2016 sur l'Afghanistan. <https://www.acbar.org/upload/1516706367494.pdf>
5. Banque africaine de développement (BAD). 5 juin 2024. Somalie - Projet de financement de la gestion des risques de catastrophes climatiques. <https://projectsportal.afdb.org/dataportal/VProject/show/P-Z1-K00-165?cur=ua>
6. Al Jazeera. 24 décembre 2022. « Taliban orders NGOs to send women workers home. » <https://www.aljazeera.com/news/2022/12/24/taliban-bans-women-from-working-for-domestic-foreign-ngos>
7. Ali, K.O. 3 juin 2024. Entretien avec un informateur clé. International Rescue Committee (IRC).
8. Amarnath, G., Ghosh, S., Alahacoon, N. 2023. Rapport de recherche 188, « Afghanistan Drought Early Warning Decision Support (AF-DEWS) ». International Water Management Institute (IWMI). doi.org/10.5337/2023.223
9. Arush, N. 28 mai 2024. Entretien avec un informateur clé. International Rescue Committee (IRC).
10. Barez, B. 4 juin 2024. Entretien avec un informateur clé. International Rescue Committee (IRC).
11. Cities Alliance. 5 août 2021. « Building and Strengthening Community Through Inclusive Community-Based Disaster Risk Management. » https://www.citiesalliance.org/sites/default/files/2021-08/Final_report_CfP2020_AWCC%20Somalia.pdf
12. Climate Adaptation Platform (CAP). 23 février 2024. « Early Warning Tool helps Afghanistan cope with drought. » <https://climateadaptationplatform.com/early-warning-tool-helps-afghanistan-cope-drought/>
13. Crisis Group. 11 juin 2024. « Giving Countries in Conflict Their Fair Share of Climate Finance. » <https://www.crisisgroup.org/content/fair-share-of-climate-finance>
14. D'Souza, S.M. 19 février 2024. « Afghanistan's Truncated Capacity to Respond to Natural Disasters: Isn't It Time for the International Community to Step In? » *Georgetown Journal of International Affairs*. Georgetown University Walsh School of Foreign Service. <https://gjia.georgetown.edu/2024/02/19/afghanistans-truncated-capacity-to-respond-to-natural-disasters-isnt-it-time-for-the-international-community-to-step-in>
15. de Zoysa, K., Tye, S. 18 avril 2023. « Profils d'adaptation : Somalie. » World Resources Institute (WRI). <https://www.wri.org/update/profiles-adaptation-somalia>
16. Essar, M.Y., Wahdati, S., O'Sullivan, B., Nemat, A., Blanchet, K. (8 janvier 2024). « Cycles of disasters in Afghanistan: The urgent call for global solidarity. » *PLOS Global Public Health*. doi: <https://doi.org/10.1371/journal.pgph.0002751>

17. Facilité mondiale pour la prévention des risques de catastrophes et le relèvement (GFDRR). Somalie. <https://www.gfdr.org/fr/somalie>
18. Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). « El Niño, How SWALIM Supported Early Warning and Preparedness. » Somalia Water and Land Information Management (SWALIM). <https://www.faoswalim.org/article/el-niño-how-swalim-supported-early-warning-and-preparedness>
19. Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). 11 novembre 2022. « Comment la Somalie a vaincu les criquets pèlerins grâce aux biopesticides. » <https://www.fao.org/newsroom/story/How-Somalia-used-biopesticides-to-win-against-desert-locusts/en>
20. Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA). 17 mai 2024. « Asia and the Pacific: El Niño in Review (2023-2024) as of 10 May 2024. » <https://reliefweb.int/report/afghanistan/asia-and-pacific-el-nino-review-2023-2024-10-may-2024>
21. Giffin, K. 15 août 2022. « One year on: the Taliban takeover and Afghanistan's changing displacement crisis. » Internal Displacement Monitoring Centre (IDMC). <https://www.internal-displacement.org/expert-analysis/one-year-on-the-taliban-takeover-and-afghanistans-changing-displacement-crisis/>.
22. Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC). 27 mai 2024a. « Afghanistan: Acute Food Insecurity Situation for March-April 2024 and Projection for May-October 2024. » Portail de l'IPC. <https://www.ipcinfo.org/ipc-country-analysis/details-map/en/c/1157027/?iso3=AFG>
23. Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC). 15 février 2024b. « Somalia: Acute Food Insecurity Situation for January-March 2024 and Projection for April-June 2024. » Portail de l'IPC. <https://www.ipcinfo.org/ipc-country-analysis/details-map/en/c/1156834/?iso3=SOM>
24. Internal Displacement Monitoring Centre (IDMC). 2024. « Country Profile: Somalia 2023 Overview. » <https://www.internal-displacement.org/countries/somalia/>
25. International Rescue Committee (IRC). 1^{er} février 2024. « IRC raises alarm as cholera outbreak surges in Somalia following El Niño rains. » *Communiqué de presse*. <https://www.rescue.org/press-release/irc-raises-alarm-cholera-outbreak-surges-somalia-following-el-nino-rains>
26. International Rescue Committee (IRC). 17 mai 2024a. « Crisis in Afghanistan: What you need to know and how to help. » Liste de surveillance des urgences 2024. <https://www.rescue.org/article/crisis-afghanistan-what-you-need-know-and-how-help>
27. International Rescue Committee (IRC). 11 mai 2024b. « At least 250 lives lost in major flooding in Afghanistan; thousands of families cut off from essential services. » Communiqué de presse. Kabul, Afghanistan. <https://www.rescue.org/press-release/irc-least-250-lives-lost-major-flooding-afghanistan-thousands-families-cut-essential>
28. International Trade Administration (ITA). 22 janvier 2024. « Economic Infrastructure, Roads, Airports, and Seaports. Somalia — Country Commercial Guide. » <https://www.trade.gov/country-commercial-guides/somalia-economic-infrastructure-roads-airports-and-seaports>
29. Kahiye, M. 17 juin 2021. « Environmentalists: Demand for Somali Charcoal Fueling Desertification, Drought. » Voice of America. https://www.voanews.com/a/africa_environmentalists-demand-somali-charcoal-fueling-desertification-drought/6207144.html
30. Kumar, R. 18 juin 2024. « How the Taliban adds to Afghanistan's woes when it comes to climate-fueled disasters. » National Public Radio (NPR). <https://www.npr.org/sections/goats-and-soda/2024/06/04/g-s1-2714/afghanistan-flooding-crisis-taliban-sanctions>
31. Liakos, C., E. Popalzai, S. Akbarzai, M. Tawfeeq, I. Kottasová. 26 décembre 2022. « Major foreign aid groups suspend work in Afghanistan after Taliban bars female employees. » CNN. [cnn.com/2022/12/25/asia/afghanistan-ngos-suspend-programs-taliban-work-ban-intl/index.html](https://www.cnn.com/2022/12/25/asia/afghanistan-ngos-suspend-programs-taliban-work-ban-intl/index.html)

32. Mohamed, T. et I. Scoones. 12 mai 2023. « Local early warning systems: predicting the future when things are so uncertain. » PASTRES. <https://pastres.org/2023/05/12/local-early-warning-systems-predicting-the-future-when-things-are-so-uncertain/>
33. Nasib, M.H., 22 mai 2024. Entretien avec un informateur clé. International Rescue Committee (IRC).
34. Njenga, M. 3 juin 2024. Entretien avec un informateur clé. International Rescue Committee (IRC).
35. Initiative mondiale d'adaptation de Notre-Dame (ND-GAIN). Classement des pays. Indice des pays ND-Gain. Université de Notre Dame. Consulté le 20 juin 2024. <https://gain.nd.edu/our-work/country-index/rankings/>
36. Quevedo, A., Kazmi, B.A., Loyaan, F., Gulati, M., et al. Septembre 2023. « Financing Climate Adaptation in Fragile States: A case of Somalia. » Politique générale. SPARC (Soutenir le pastoralisme et l'agriculture durant les crises récurrentes et prolongées). <https://www.sparc-knowledge.org/sites/default/files/documents/resources/financing-climate-adaptation-in-fragile-states-a-case-of-somalia-policy-brief.pdf>
37. Ranghieri, F., Fallesen, D, Longman, B, et al. 2017. « Disaster Risk Profile: Afghanistan. » Banque mondiale, Facilité mondiale pour la prévention des risques de catastrophes et le relèvement (GFDRR). <https://www.preventionweb.net/publication/disaster-risk-profile-afghanistan>
38. Sagliocco, L. 7 juin 2024. Entretien avec un informateur clé. International Rescue Committee (IRC).
39. Sajid, A.. 23 mai 2024. Entretien avec un informateur clé. International Rescue Committee (IRC).
40. Seerat, R. 11 mai 2023. « Analyzing the Taliban budget for 2023-24: Prioritizing military spending over citizen welfare. » *Zan Times*. <https://zantimes.com/2023/05/11/analyzing-the-taliban-budget-for-2023-24-prioritizing-military-spending-over-citizen-welfare/>
41. Taruri, M., L. Bennison, S. Kirubi et A. Galli. 2020. « *Multi-stakeholder approach to urban displacement in Somalia.* » Forced Migration Review. <https://www.fmreview.org/taruri-bennison-kirubi-galli/>
42. TRT Afrika. 4 mars 2024. « *Drought and floods: Is livestock insurance the way out for herders in Somalia?* » <https://trtafrika.com/africa/drought-and-floods-is-livestock-insurance-the-way-out-for-herders-in-somalia-17224049>
43. Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). 11 juin 2024. « Deyr Floods Somalia 2023: Rapid Post-Disaster Needs Assessment. » <https://www.aundp.org/somalia/publications/deyr-floods-somalia-2023-rapid-post-disaster-needs-assessment>
44. Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). 2 novembre 2023. « Les effets des changements climatiques s'accroissent et le déficit de financement des efforts d'adaptation est au moins 50 % plus important... » *Communiqué de presse*. <https://www.unep.org/news-and-stories/press-release/climate-impacts-accelerate-finance-gap-adaptation-efforts-least-50>.
45. Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA). 23 décembre 2023. « Afghanistan Humanitarian Needs and Response Plan 2024. » <https://reliefweb.int/report/afghanistan/afghanistan-humanitarian-needs-and-response-plan-2024-december-2023-endarips>
46. Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA). 16 mai 2024. « Afghanistan: Slow-onset early action plan for drought - drought preparedness, May 2024. » <https://reliefweb.int/report/afghanistan/afghanistan-slow-onset-early-action-plan-drought-drought-preparedness-may-2024>
47. Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophes (UNDRR) (2020). « Disaster Risk Reduction in Afghanistan: Status Report 2020. » Bangkok, Thaïlande, Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophes (UNDRR), Bureau régional Asie et Pacifique.

48. Agence des États-Unis pour le développement international (USAID). 15 mars 2024. « Climate risks to resilience and food security in Bureau for Humanitarian Assistance Geographies: Somalia. » <https://reliefweb.int/report/somalia/climate-risks-resilience-and-food-security-bureau-humanitarian-assistance-geographies-somalia>
49. Agence des États-Unis pour le développement international (USAID). 2020. « Somalia Resilience Partnership. » The HoRN Resilience Learning Hub. <https://hornresiliencelarning.org/country/somalia/>
50. Verhoeven, H. 28 mai 2024. « Drought, conflict, and the circulation of climate knowledge in Somalia. » Harvard Kennedy School. <https://www.hks.harvard.edu/centers/cid/voices/drought-conflict-and-circulation-climate-knowledge-somalia>
51. Wong, M. 17 août 2023. « Exploring investment opportunities for the livestock sector in Somalia. » International Livestock Research Institute (ILRI). CGIAR. <https://www.ilri.org/news/exploring-investment-opportunities-livestock-sector-somalia#:~:text=Somalia%2520has%2520a%2520large%2520livestock,45%2525%2520to%2520the%2520national%2520GDP>
52. Banque mondiale. 2018. « *Toward Drought Recovery and Resilience: The Somalia Drought Impact & Needs Assessment and Recovery & Resilience Framework.* » <https://documents1.worldbank.org/curated/en/339531516991002333/pdf/122990-Revised-PUBLIC-Somalia-Executive-Brief-180111-Digital.pdf>
53. Organisation météorologique mondiale (OMM). n.d. « Afghanistan Early Warning System Project. » <https://community.wmo.int/en/projects/afghanistan-early-warning-system-project>